

Décélération dans la plupart des provinces

- **Modération de la croissance à prévoir dans la majeure partie du pays** : Six provinces sur dix connaîtront un ralentissement en 2019 ; après un recul marqué en 2018, les perspectives s'améliorent à Terre-Neuve-et-Labrador.
- **L'économie de l'Alberta est confrontée à des difficultés** : Les réductions de la production de pétrole imposées par le gouvernement ont été revues à la baisse, mais les effets de l'effondrement des prix du pétrole survenu l'automne dernier continueront d'avoir des conséquences négatives sur l'économie en 2019.
- **Le marché du logement ralentit** : Le marché du logement a subi une correction, surtout en Colombie-Britannique et en Ontario, ce qui limite son apport à la croissance.
- **Le marché du travail est tendu dans la majorité des provinces** : Le taux de chômage est inférieur à 6 % dans cinq provinces sur dix.

Le contexte global dans lequel les économies provinciales évoluent est loin d'être parfait. Les coups portés au secteur pétrolier, de même que la résorption de la forte dépendance envers le marché de l'habitation dans certaines régions du pays continuent de modérer les attentes de croissance pour 2019 dans la plupart des provinces. Après un repli de la croissance à 1,9 % en 2018, la décélération générale se poursuivra cette année. Malgré de bonnes nouvelles, notamment l'annulation des tarifs sur l'acier et l'aluminium, les litiges commerciaux à l'échelle mondiale n'améliorent pas la situation.

Le marché du travail demeure dynamique. La création d'emplois a repris de la vigueur et la faiblesse historique des taux de chômage persiste dans la plupart des provinces jusqu'à maintenant cette année. Cependant, ces facteurs exerceront davantage de pression sur les employeurs, qui disposent déjà d'un bassin de travailleurs plus restreint.

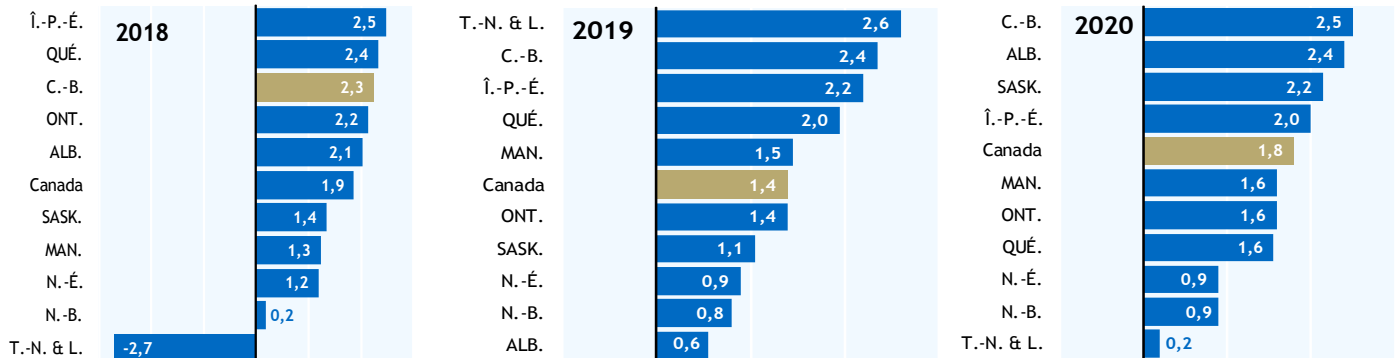
Le marché du logement, qui a fortement stimulé la croissance pendant plusieurs années, a fait volte-face en Colombie-Britannique et en Ontario. Ce refroidissement du marché de l'habitation, plus marqué en Colombie-Britannique, mais également visible en Ontario, freinera le PIB en 2019. Même si l'incidence négative du marché du logement s'atténuera dans les deux provinces au fil de l'année, un rebond important l'an prochain nous semble peu probable. La croissance sera plus lente cette année en Ontario, alors qu'elle s'accélérera légèrement en Colombie-Britannique grâce à la construction requise à Kitimat pour le mégaprojet de LNG Canada d'une valeur de 40 milliards de dollars. Au Québec, l'amélioration des données fondamentales, dont l'accroissement de la population en âge de travailler, ainsi que le dynamisme du marché du logement permettront à la province de rester dans le peloton de tête au classement provincial.

L'industrie pétrolière de l'Alberta reste aux prises avec d'importantes difficultés, dont les effets se propagent hors du secteur de l'énergie. Nous prévoyons donc une croissance beaucoup plus faible cette année. Parmi les autres provinces des Prairies, la Saskatchewan connaîtra une croissance anémique en raison du fléchissement de la production minière et des menaces qui pèsent sur ses exportations agricoles vers la Chine. La ratification de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique, combinée à la vigueur du marché du travail, améliorera les perspectives du Manitoba.

Dans l'Est, Terre-Neuve-et-Labrador renouera avec la croissance grâce au solide coup de pouce donné par la production pétrolière et des projets de construction dans les secteurs des mines et du pétrole en mer. L'Île-du-Prince-Édouard poursuivra sa série de gains, portée par une immigration élevée et un marché du travail robuste qui stimule les dépenses de consommation. En Nouvelle-Écosse, la croissance fléchira légèrement en raison d'un repli des investissements des entreprises, tandis qu'au Nouveau-Brunswick, l'économie s'accélérera après avoir été quasiment paralysée par une explosion survenue dans une raffinerie l'an dernier.

Croissance du PIB réel

% de variation



Source : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - Le marché du logement ralentit, mais les investissements des entreprises prennent la relève

Même si le repli du marché du logement fait les manchettes depuis quelque temps, la plus importante nouvelle de l'année est la hausse de 4 milliards de dollars des dépenses en immobilisations. Elle permettra à la Colombie-Britannique de rester dans le peloton de tête au classement des provinces en fonction de la croissance.

Après une expansion inégalée dans les autres provinces en 2016 et en 2017, l'économie de la Colombie-Britannique a décéléré l'an dernier, tout en enregistrant une croissance enviable de 2,3 % (qui la classe au troisième rang des provinces). Cette baisse s'explique en grande partie par le ralentissement prononcé du marché du logement, qui s'est répercuté sur des secteurs de services et de fabrication connexes. Par contre, le marché du travail est demeuré dynamique. La création d'emplois a été satisfaisante, mais sans éclat, et le taux de chômage (4,7 %) est le plus bas de l'ensemble des provinces.

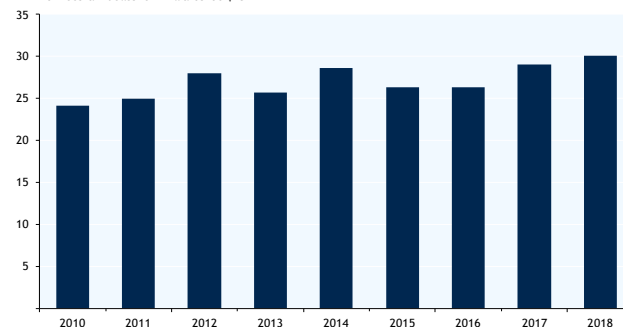
La tendance générale à la baisse s'est maintenue en 2019. Sur le marché du logement de Vancouver, les ventes et les prix suivent toujours une trajectoire descendante. Le nombre de logements à vendre ayant nettement augmenté à l'échelle de la province, la demande et la construction de nouveaux logements a diminué (en particulier pour les habitations individuelles plus chères). La diminution des ventes de matériaux de construction, de meubles et de véhicules automobiles indique clairement que le repli du marché du logement incite les consommateurs à faire preuve de prudence. Cette attitude contraste fortement avec la confiance débordante dont ils faisaient preuve il n'y a pas si longtemps. La croissance rapide du secteur du logement avait alors soutenu une hausse des dépenses pendant quatre ans.

Plusieurs séries de mesures continueront de brider le marché. À Vancouver, le prix de référence a reculé de 8,7 % depuis le sommet atteint en juin 2018 et nous croyons qu'il baissera encore à court terme. Cette évolution ne troublera pas les décideurs, qui sont sûrement assez satisfaits de la situation actuelle. En définitive, leur but vise à régler le grave problème d'accessibilité dont souffre Vancouver (et sans doute Victoria). Par conséquent, nous nous attendons à ce qu'ils continuent de freiner la demande des acheteurs afin de maintenir les pressions baissières sur la valeur des propriétés.

Quoi qu'il en soit, le ralentissement du marché du logement et la prudence des consommateurs ne risquent pas d'entraver l'économie de la Colombie-Britannique. Une hausse des investissements dans des projets d'envergure devrait les compenser. Cette année, les entreprises prévoient augmenter leurs investissements de près de 4 milliards de dollars (+13 %), ce qui représente la plus forte hausse en dollars de l'histoire de la province. En particulier, l'accélération de la construction à Kitimat du mégaprojet de LNG Canada générera une vague d'activité importante. L'immobilier commercial est également en plein essor ; au premier trimestre de 2019, les investissements dans le secteur non résidentiel ont grimpé de 21 % par rapport à la même période l'an dernier. Le dynamisme de la construction dans ce segment alimentera la croissance économique globale, qui devrait s'établir près de 2,5 % en 2019 et en 2020, soit un rythme assez soutenu pour que la Colombie-Britannique figure encore en bonne place au palmarès des provinces.

Intentions d'investissements en Colombie-Britannique

Données annuelles en milliards de \$ CA



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Taux de chômage en Colombie-Britannique

Données désaisonnalisées, %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Colombie-Britannique - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	3,2	3,8	2,3	2,4	2,5
PIB nominal	6,0	6,9	4,6	4,5	4,7
Nombre d'emplois	3,2	3,7	1,1	2,5	0,7
Taux de chômage	6,0	5,1	4,7	4,9	5,0
Ventes au détail	7,7	9,3	2,0	3,0	3,5
Mises en chantier (milliers d'unités)	41,8	43,7	40,9	39,8	35,0
Indice des prix à la consommation	1,9	2,1	2,7	2,2	1,8

Alberta - Malgré un début d'année difficile, la croissance devrait être positive en 2019

L'effondrement des prix du pétrole survenu l'automne dernier continue de se répercuter sur l'économie de l'Alberta. La province a réduit sa production de pétrole et souffre d'un manque de confiance, qui entraîne une diminution des investissements et des dépenses de consommation. Les conséquences de la crise sont plus marquées que nous l'avions prévu.

Depuis l'automne, la conjoncture économique s'est nettement détériorée en Alberta. On a même noté des signes de contraction au début de l'année, alors que les réductions de la production de pétrole imposées par le gouvernement provincial ont pris effet, que les producteurs d'énergie, soucieux de préserver leurs liquidités, ont abaissé leurs investissements (le nombre d'installations de forage en exploitation a chuté de 32 %) et que le marché provincial du logement s'est replié. L'inquiétude s'est propagée au-delà du secteur de l'énergie. Les consommateurs se sont montrés peu enclins à visiter les centres commerciaux et encore moins les concessionnaires automobiles (au premier trimestre, les ventes de véhicules neufs ont reculé de près de 6 % par rapport à la même période de l'année précédente). Le fait que le redressement graduel du marché du travail s'est interrompu au cours des premiers mois de l'année les en a probablement dissuadés.

La tendance s'est donc renversée après deux années consécutives d'expansion, l'Alberta ayant généré une croissance enviable de 2,1 % en 2018. Le secteur des grands travaux de construction semblait enfin sorti du tunnel, tandis que les secteurs de la fabrication et des services avaient repris de la vigueur.

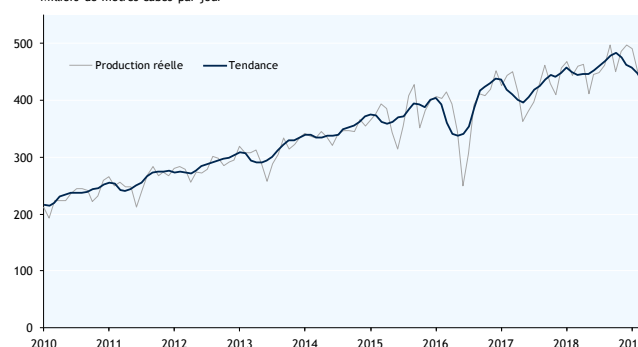
Tout n'est pas perdu. Les réductions obligatoires de la production de pétrole sont déjà moins importantes. Initialement, elles représentaient 325 000 barils par jour pour les grands producteurs de pétrole brut et de bitume, mais le gouvernement albertain les a ajustées à deux reprises, les abaissant de 150 000 barils par jour au total. Les prix du pétrole obtenus par les producteurs de l'Alberta ont remonté par rapport au niveau atteint durant la crise de l'automne dernier, ce qui a amélioré les flux de trésorerie et les perspectives d'investissements dans le secteur. Cette situation a probablement contribué à raviver la confiance des petites entreprises en avril et en mai. Compte tenu des dernières données sur le marché du logement, nous croyons que le creux du cycle s'est matérialisé à Calgary et à Edmonton. Par conséquent, on peut s'attendre à une stabilisation des prix des propriétés, à un regain de confiance sur le marché et à une accélération de la construction résidentielle vers la fin de l'année. Nous notons de timides signes de reprise sur le marché du travail. La création de 21 400 emplois en avril est un gain qui, à notre avis, marque un tournant.

En outre, le nouveau gouvernement du PCU a annoncé en mai qu'il abaisserait d'un quart le taux d'imposition des sociétés pour le porter à 8 % au bout de quatre ans. Cette mesure est destinée à stimuler les investissements des entreprises. La première baisse, qui sera d'un point de pourcentage (à 11 %), prendra effet le 1er juillet. Elle sera suivie de réductions similaires prévues pour les 1er janvier 2020, 2021 et 2022.

Tout compte fait, nous estimons que l'économie de l'Alberta surmontera les difficultés du début de l'année et finira 2019 en territoire positif. Nous avons toutefois révisé à la baisse nos prévisions de croissance, de 1,3 % à 0,6 %, étant donné que les turbulences observées depuis l'automne ont engendré des conséquences plus graves que prévu auparavant.

Production de pétrole non classique en Alberta

Milliers de mètres cubes par jour



Sources : Office national de l'énergie, Recherche économique RBC

Indice de l'activité en Alberta

Variation annuelle en %



Sources : Alberta Treasury Board and Finance, Recherche économique RBC

Alberta - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-4,2	4,4	2,1	0,6	2,4
PIB nominal	-6,8	10,0	4,4	0,6	5,5
Nombre d'emplois	-1,6	1,0	1,9	0,9	1,1
Taux de chômage	8,1	7,8	6,6	6,8	6,4
Ventes au détail	-1,1	7,1	2,0	3,5	3,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	24,5	29,5	26,1	24,4	26,5
Indice des prix à la consommation	1,1	1,5	2,5	1,9	1,9

Saskatchewan - Croissance anémique en vue

Les difficultés du secteur de l'énergie et les différends commerciaux qui minent l'agriculture laissent entrevoir un ralentissement de la croissance. Par contre, le marché du travail fait preuve de dynamisme.

En 2018, l'économie de la Saskatchewan a continué de se rétablir, générant une croissance positive du PIB (1,4 %) pour une deuxième année consécutive. Les secteurs productifs de biens ont mené le bal : les cultures agricoles ont légèrement remonté ; l'extraction de pétrole et de gaz est en hausse (malgré la forte volatilité des prix de l'énergie vers la fin de l'année) et l'activité manufacturière a progressé considérablement pour une deuxième année de suite. Depuis le début de l'année, les indicateurs sont contrastés. Pour 2019, nous prévoyons un ralentissement de l'économie de la Saskatchewan (croissance de 1,1 %), en partie à cause de la fermeture pour une durée indéterminée de la mine d'uranium de McArthur River. L'incertitude qui entoure les échanges commerciaux de même que les conditions de sécheresse ont entraîné une diminution des intentions de plantation et posent des risques de baisse. Nous croyons qu'une partie de ces pressions s'atténueront et anticipons une croissance de 2,2 % en 2020.

Cette année, le marché du travail de la Saskatchewan reprend enfin de la vigueur (après un gain de 0,4 % en 2018). Jusqu'à maintenant, l'emploi a progressé à un rythme impressionnant de 1,8 %. Le taux de chômage a nettement reculé pour s'établir à 4,9 % en mars, le taux moyen étant de 5,4 % en cumul annuel. Les salaires ont augmenté de 2,1 % au premier trimestre de 2019, soit un taux comparable à la moyenne nationale.

Le secteur agricole a connu un début d'année en dents de scie. D'un côté, les recettes monétaires agricoles ont grimpé de 4,5 % au premier trimestre, et de l'autre, les exportations agricoles ont chuté de 6,6 %. Au cours des deux derniers mois, la Chine a restreint l'accès à son marché du canola en révoquant les permis des deux plus grands exportateurs, soi-disant en raison d'infestations de ravageurs. Cette décision pose un risque pour les agriculteurs de la province. D'après l'Enquête de 2019 sur les grandes cultures publiée en mars par Statistique Canada, les agriculteurs prévoient cultiver 11,7 millions d'acres de canola cette année, ce qui représente une baisse de 5,6 % par rapport à 2018. Autre conséquence du différend commercial, les prix pourraient demeurer bas. L'ensemencement de lentilles a également reculé de 8 % en raison des tarifs imposés sur les exportations destinées à l'Inde.

La situation démographique de la province n'a pas vraiment changé. La croissance de la population a légèrement décéléré pour passer à 1 % au premier trimestre, contre 1,2 % à la même période l'an dernier. La Saskatchewan perd des habitants au profit d'autres provinces depuis 2012. L'an dernier, l'émigration a atteint des proportions inégalées depuis 2004.

Le secteur du logement constitue un frein additionnel pour la croissance. Les investissements dans la construction résidentielle ont diminué de 5 % au premier trimestre de 2019. Ce recul est entièrement attribuable au segment des immeubles collectifs, dans lequel les stocks invendus étaient élevés. Les mises en chantier ont également beaucoup régressé. Les données publiées depuis le début de l'année montrent qu'elles se situent à leur niveau le plus bas en dix ans.

Les perspectives sont tout aussi contrastées pour le secteur de l'énergie et le secteur minier hors énergie. Durant les trois premiers mois de l'année, les ventes du secteur minier ont bondi de 39 % grâce à la potasse. Par contre, les ventes d'uranium ont baissé de 19,6 % et leurs perspectives sont assombries par la fermeture pour une durée indéterminée d'un important établissement de production dans la province. En ce qui concerne le secteur pétrolier, les activités de forage devraient ralentir cette année, alors que la production demeure entravée par l'engorgement des pipelines.

Taux de chômage en Saskatchewan

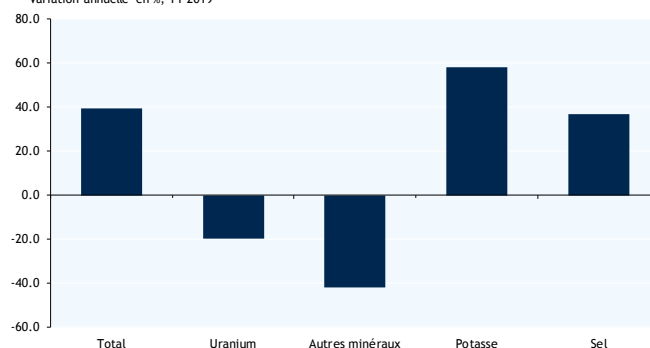
Données désaisonnalisées, %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Ventes du secteur minier par marchandise en Saskatchewan

Variation annuelle en %, T1 2019



Sources : Saskatchewan Ministry of Energy and Resources, Recherche économique RBC

Saskatchewan - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-0,4	2,2	1,4	1,1	2,2
PIB nominal	-4,8	4,8	4,2	2,6	4,9
Nombre d'emplois	-0,9	-0,2	0,4	1,4	0,6
Taux de chômage	6,3	6,3	6,1	5,6	5,6
Ventes au détail	1,5	4,1	-0,3	1,8	3,3
Mises en chantier (milliers d'unités)	4,8	4,9	3,6	2,8	5,0
Indice des prix à la consommation	1,1	1,7	2,3	1,9	2,6

Manitoba – Sous le signe de la stabilité

Après une piètre fin d'année 2018, la situation s'annonce plus prometteuse, en particulier sur le marché du travail.

En 2018, l'économie du Manitoba a crû de 1,3 % dans la foulée d'un repli de la production minière et d'une faible production agricole attribuable aux conditions météorologiques. L'activité minière restera léthargique en 2019, mais la vigueur du marché du travail et les travaux consacrés à certains projets d'investissement privés devraient entraîner une légère accélération de la croissance à 1,5 %. En 2020, le PIB devrait croître à un rythme de 1,6 %.

À la suite d'une hausse marquée de 12 % des exportations nominales l'an dernier, les résultats sont plus ou moins stagnants jusqu'à présent au premier trimestre de 2019. Une analyse approfondie montre que les exportations vers les États-Unis ont augmenté de 7,8 % en 2019, alors que celles vers les autres pays ont fléchi. Malgré le grand vent de protectionnisme qui souffle depuis quelque temps, les perspectives des exportations nous apparaissent positives puisque certaines restrictions commerciales ont été supprimées. La ratification éventuelle de l'Accord Canada-États-Unis-Mexique (qui remplace l'ALENA) pourrait encore renforcer les relations commerciales entre les États-Unis et le Canada. En outre, le Partenariat transpacifique global et progressiste, qui entrera en vigueur cette année, contribuera à la diversification des marchés d'exportation du Manitoba.

La création d'emplois a été solide au Manitoba au premier trimestre de 2019, l'emploi ayant augmenté de 1,8 % par rapport à l'an dernier. Dans le secteur des biens, l'emploi s'est redressé pour atteindre un nouveau sommet historique, stimulé par un bond dans le secteur manufacturier et un taux d'emploi record dans la construction. Le taux de chômage a fléchi à 5,3 % de janvier à avril, par rapport à 6 % pour la même période un an plus tôt. La croissance des salaires est restée modeste, à 2,5 %, au premier trimestre de 2019, mais dépasse la moyenne de 2 % au Canada.

Les dépenses de consommation n'ont pas beaucoup augmenté. Après avoir progressé de 2,9 % en 2018, les ventes au détail n'ont crû que de 0,7 % sur 12 mois au premier trimestre de 2019. Dans le récent budget, le gouvernement provincial a mis en place une mesure qui fera passer le taux de la taxe de vente au détail de 8 % à 7 %. Cette baisse de taxe, qui doit entrer en vigueur le 1er juillet 2019, stimulera probablement la croissance des ventes au détail dans la deuxième moitié de l'année.

Dans l'ensemble, les dépenses en immobilisations devraient diminuer. Ce repli est en majeure partie concentré dans le secteur des services publics, compte tenu de l'achèvement du projet Bipole III. En revanche, les dépenses du secteur privé augmenteront de 4,5 %. Les travaux consacrés à certains projets d'investissement s'accéléreront cette année. Mentionnons à cet égard la construction de la plus grande usine de transformation de pois au monde, dont la production devrait débuter au quatrième trimestre de 2020, ainsi que l'agrandissement d'une usine de transformation des pommes de terre, dont l'entrée en activité est prévue pour l'automne 2019. Les investissements liés à la construction non résidentielle ont également été vigoureux (6,5 %), surtout dans le segment industriel et commercial.

En 2018, les recettes agricoles ont diminué en raison de la baisse des prix des marchandises et du mauvais temps, qui a affaibli la production. L'année 2019 a commencé au ralenti à cause de conditions de sécheresse, les recettes monétaires agricoles ayant reculé de 5,4 % au premier trimestre de 2019. Nous croyons qu'un revirement est possible si les conditions météorologiques s'améliorent.

Emploi dans le secteur productif de biens au Manitoba

En milliers, données désaisonnalisées



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Exportations du Manitoba

Variation annuelle en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Manitoba - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,6	3,2	1,3	1,5	1,6
PIB nominal	2,3	5,4	2,7	2,3	3,8
Nombre d'emplois	-0,4	1,7	0,6	1,5	0,6
Taux de chômage	6,1	5,4	6,0	5,3	5,7
Ventes au détail	3,7	7,8	2,9	1,6	2,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	5,3	7,5	7,4	6,0	5,5
Indice des prix à la consommation	1,3	1,6	2,5	2,1	2,2

Ontario – Le repli du marché du logement entraîne des répercussions

Le ralentissement prononcé du marché ontarien du logement mine la croissance provinciale. Aucun autre secteur n'étant susceptible de prendre le relais, la croissance diminuera fortement en 2019, pour la première fois en six ans.

Le repli du marché du logement dans la région de Toronto a fini par se répercuter sur l'économie de l'Ontario à la fin de 2018. L'effondrement des investissements résidentiels explique en grande partie la décélération de la croissance au quatrième trimestre, qui a été inférieure à 1 % pour la première fois depuis le milieu de 2016. L'économie provinciale a quand même progressé au rythme raisonnable de 2,2 % pour l'ensemble de 2018 (grâce à une vigueur impressionnante en milieu d'année). Toutefois, l'année 2019 a démarré en douceur. De plus, comme le repli du marché du logement s'est poursuivi durant les premiers mois de 2019, le rythme de l'économie est resté léthargique. Le passage à vide affaiblira la croissance globale en 2019, qui devrait, selon nos prévisions actuelles, baisser à un creux de six ans de 1,4 %.

La chute des investissements résidentiels n'a rien d'étonnant. Elle était appelée à se produire dès le moment où les autorités provinciales et fédérales sont intervenues en 2017 et au début de 2018 pour modérer l'effervescence des marchés dans le sud de l'Ontario. L'effet sur le marché de la revente a été presque immédiat, mais il a fallu attendre l'automne 2018 pour que la construction de maisons neuves diminue de façon importante. Après avoir apporté 0,4 point de pourcentage au taux de croissance moyen de la province (2,5 %) de 2015 à 2017, les investissements résidentiels ont retranché 0,4 point de pourcentage en 2018. Cela comprend une incidence négative considérable de 1,3 point de pourcentage sur la croissance annualisée au quatrième trimestre (qui a fini à seulement 0,6 %).

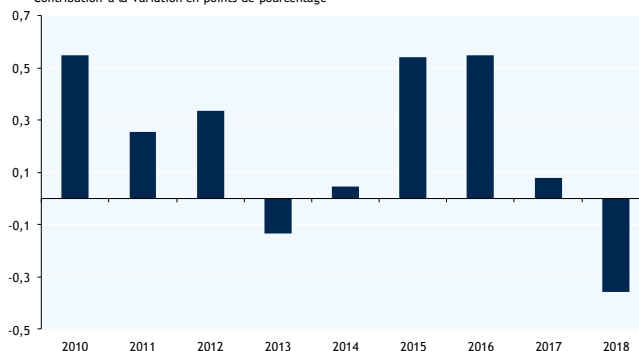
Nous nous attendons à ce que l'effet baissier du marché immobilier s'atténue d'ici la fin de 2019. Le marché de la revente a donné des signes de stabilisation ce printemps et la construction résidentielle s'est récemment redressée. Un rebond important des investissements résidentiels nous semble toutefois peu probable cette année ou l'année prochaine. De graves problèmes d'accessibilité continueront de freiner la demande de logements dans la région de Toronto et de favoriser les habitations à bas prix.

Dans l'ensemble, les investissements non résidentiels ont constitué un facteur favorable, quoique volatil, à l'économie de l'Ontario et nous prévoyons que cette tendance se maintiendra en 2019. La renégociation réussie de l'ALENA (pourvu que l'accord de principe soit ratifié) et l'élimination récente des tarifs imposés sur les exportations canadiennes d'acier et d'aluminium vers les États-Unis devraient insuffler aux entreprises la confiance nécessaire pour investir dans la province. En fait, les entreprises privées et publiques prévoient accroître leurs dépenses en immobilisations pour une troisième année de suite. La récente remontée des investissements dans le matériel et la machinerie est particulièrement encourageante. À notre avis, cette hausse contribuera grandement à résoudre les importants problèmes liés à la pénurie de main-d'œuvre dans la province.

Les perspectives pour les dépenses des ménages sont contrastées. L'étroitesse persistante du marché du travail devrait entraîner une augmentation plus marquée des revenus à un moment donné. Cependant, les hausses passées des taux d'intérêt n'ont pas fini de se répercuter sur les emprunteurs et exercent des pressions sur les Ontariens fortement endettés. L'augmentation des coûts du service de la dette limitera les budgets réservés aux achats non essentiels importants.

Investissements résidentiels en Ontario

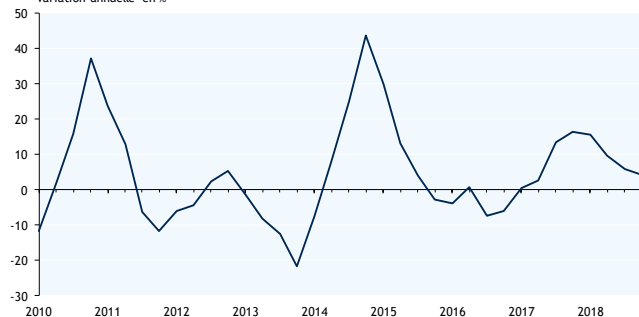
Contribution à la variation en points de pourcentage



Sources : Ministère des Finances de l'Ontario, Recherche économique RBC

Investissements des entreprises dans la machinerie et le matériel en Ontario

Variation annuelle en %



Sources : Ministère des Finances de l'Ontario, Recherche économique RBC

Ontario - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	2,3	2,8	2,2	1,4	1,6
PIB nominal	4,4	4,1	3,4	3,4	3,5
Nombre d'emplois	1,1	1,8	1,6	2,2	0,7
Taux de chômage	6,5	6,0	5,6	5,9	6,0
Ventes au détail	6,9	7,7	4,4	2,3	3,5
Mises en chantier (milliers d'unités)	75,	79,1	78,7	73,1	71,0
Indice des prix à la consommation	1,8	1,7	2,4	1,9	2,1

Québec – Une nouvelle puissance économique ?

Au cours des deux dernières années, l'économie du Québec a été l'une des plus florissantes au Canada. Il devrait en être de même en 2019, la plupart des secteurs d'activité se trouvant en mode expansion. Nous prévoyons une croissance supérieure à la moyenne nationale pour une deuxième année d'affilée.

Il n'y a pas si longtemps, l'économie du Québec était confinée dans la voie lente. La diminution de la population en âge de travailler, la faiblesse des investissements des entreprises et le retard en matière de productivité de la main-d'œuvre limitaient considérablement la croissance. Entre 2012 et 2016, le Québec s'est systématiquement classé dans la moitié inférieure du classement des provinces pour la croissance du PIB, avec une moyenne de tout juste 1,2 %. La situation s'est nettement améliorée en 2017, quand l'économie provinciale a enregistré sa plus forte progression en 15 ans (2,8 %). Les effets conjugués d'un certain nombre de facteurs, dont des taux d'intérêt exceptionnellement bas, des excédents budgétaires successifs, une vague d'immigration et un marché du logement prospère, ont renforcé la confiance à l'échelle de la province. Les entreprises se sont lancées dans une frénésie d'embauches et de dépenses en immobilisations.

En 2018, le contexte est resté favorable. D'après les estimations préliminaires de croissance du PIB, le Québec s'est classé au deuxième rang (2,4 %), juste derrière l'Île-du-Prince-Édouard (2,5 %). En raison d'une expansion généralisée, puisque tous les principaux secteurs d'activité ont progressé l'an dernier, le marché du travail est demeuré très tendu. Le taux de chômage provincial est tombé à 5,5 %, soit le niveau le plus bas en plus de 40 ans. Ce repli s'est traduit par une hausse marquée du nombre de postes à pourvoir. En fait, le recrutement et la rétention des employés ont constitué l'un des principaux défis auxquels les entreprises ont été confrontées l'an dernier.

À court terme, peu de facteurs nous semblent susceptibles d'interrompre l'accélération économique au Québec. À ce stade-ci, l'essor reste impressionnant : d'après les estimations mensuelles de l'Institut de la statistique du Québec, le PIB est supérieur de près de 3 % aux niveaux d'il y a un an. La plupart des secteurs d'activité, dont ceux de la fabrication, de la construction, de la vente au détail et du commerce de gros, ont enregistré de solides résultats au premier trimestre de 2019. Après avoir brièvement stagné à la fin de l'an dernier, les embauches ont repris au cours des premiers mois de 2019 malgré la diminution du nombre de demandeurs d'emploi. Le taux de chômage a reculé à 4,9 % en avril.

Par ailleurs, le redémarrage de la croissance au Québec bénéficie de l'amélioration des données économiques fondamentales. Une vague d'immigrants et de résidents non permanents a enrayé le déclin de la population en âge de travailler, qui croît maintenant pour la première fois depuis 2012. En outre, la productivité de la main-d'œuvre s'est accrue en partie grâce à une augmentation substantielle des dépenses en immobilisations au cours des dernières années. Les intentions d'investissement étant élevées pour cette année, les gains devraient se poursuivre. Nous croyons qu'en raison de la vigueur de l'économie et de l'amélioration des données fondamentales, le Québec restera dans le peloton de tête des provinces au chapitre de la croissance, grâce à un taux de 2,0 %. Un tel résultat serait supérieur de 0,5 point de pourcentage à la moyenne nationale pour une deuxième année consécutive.

Reste à savoir si cela fait du Québec une puissance économique. Ce qui est certain, c'est que cette reprise impressionnante fait des merveilles pour les comptes publics du Québec. Au vu des recettes robustes, le gouvernement a relevé l'excédent budgétaire prévu pour 2018-2019 à 3,6 milliards de dollars, qui est de loin le plus important jamais enregistré en dollars. En demeurant hors de la voie lente, le Québec pourra conserver une saine situation budgétaire.

Postes vacants au Québec

Données trimestrielles en milliers



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec : Population en âge de travailler (15 à 64 ans)

Variation annuelle en %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Québec - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,4	2,8	2,4	2,0	1,6
PIB nominal	2,8	5,0	4,5	3,8	3,4
Nombre d'emplois	0,9	2,2	0,9	1,6	0,7
Taux de chômage	7,1	6,1	5,5	5,3	5,6
Ventes au détail	6,6	5,5	2,9	2,9	3,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	38,9	46,5	46,9	48,5	43,5
Indice des prix à la consommation	0,7	1,1	1,7	1,9	2,1

Nouveau-Brunswick - Un contexte de faible croissance

Le ralentissement des exportations et du secteur manufacturier entrave la croissance, tandis que les dépenses en immobilisations restent faibles. Le marché du travail a fait preuve de vigueur en début d'année.

L'économie du Nouveau-Brunswick n'a guère évolué en 2018, progressant de seulement 0,2 %. Le secteur productif de biens a notamment connu un ralentissement en raison d'une contraction de certains de ses segments importants. Une explosion à la raffinerie de Saint John au quatrième trimestre de 2018 a freiné la fabrication de produits pétroliers et restreint la croissance des exportations. Cette situation a offert un piètre point de départ pour 2019. Nous tablons sur une croissance de 0,8 % en 2019, alors que la raffinerie se remettra à fonctionner normalement. En 2020, l'économie de la province devrait progresser de 0,9 %.

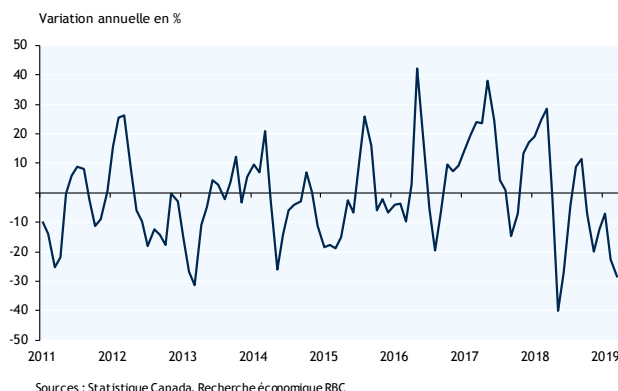
Les investissements liés à la construction ont aussi diminué au premier trimestre de 2019, chutant de 19,7 % par rapport à l'an dernier en raison de reculs dans les segments résidentiel et non résidentiel. L'apport du secteur public à la croissance sera également limité. Le gouvernement provincial a engagé des sommes moindres à l'égard des dépenses d'investissement afin de contenir la dette de la province.

La population active et l'emploi ont progressé sensiblement depuis le début de 2019. Au cours des quatre premiers mois de l'année, la population active a crû de 0,6 % et l'emploi, de 0,8 %. Le secteur des services a dominé au chapitre de la croissance de l'emploi, atteignant son niveau le plus élevé en dix ans en mars 2019. Le taux de chômage est demeuré à 8,2 %. Le taux de postes vacants a atteint un nouveau sommet de 3 % à la fin de 2018. Comme dans d'autres régions, la croissance des salaires a été plus lente que ce à quoi on pourrait normalement s'attendre, étant donné l'étroitesse manifeste des marchés de l'emploi. Toutefois, la hausse de 2,0 % de la rémunération horaire moyenne depuis le début de l'année est conforme à la moyenne au pays.

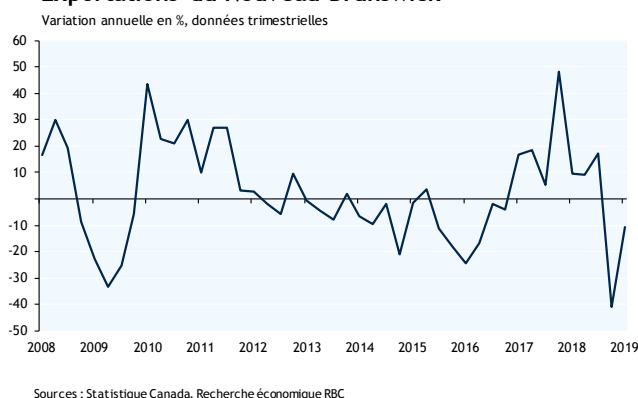
À l'instar de bien des provinces, le Nouveau-Brunswick a enregistré des niveaux records d'immigration l'an dernier. En outre, l'immigration a été le seul facteur ayant contribué à l'accroissement démographique en 2018. Même si l'augmentation de la population en 2019 s'est poursuivie au même rythme que l'année précédente (0,5 %), des vagues d'immigration plus importantes seront nécessaires dans la province pour remplacer les travailleurs âgés qui quittent le marché du travail. Autrement, le vieillissement de la population du Nouveau-Brunswick continuera d'entraver la croissance du PIB.

La fabrication et le commerce assombrissent les perspectives de croissance. En 2019, les livraisons manufacturières ont subi un recul de 13,4 % principalement attribuable aux biens non durables. Les exportations ont également reculé. Leur diminution de 10,3 % a été causée en premier lieu par les produits du pétrole et du bois d'œuvre. Même si les activités ont repris depuis l'explosion, les réparations aux installations de Saint John continueront de limiter la croissance dans le secteur des produits pétroliers raffinés en 2019. Le conflit avec les États-Unis touchant le commerce du bois d'œuvre résineux a aussi eu des répercussions négatives sur les exportations de bois d'œuvre, qui ont chuté de 18 % au premier trimestre de 2019.

New Brunswick: Investissements dans la construction



Exportations du Nouveau-Brunswick



Nouveau-Brunswick - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,4	1,8	0,2	0,8	0,9
PIB nominal	3,6	4,3	1,2	2,1	2,4
Nombre d'emplois	-0,1	0,4	0,3	0,7	0,3
Taux de chômage	9,6	8,1	8,0	7,9	7,5
Ventes au détail	2,1	6,8	1,7	3,9	3,7
Mises en chantier (milliers d'unités)	1,8	2,3	2,3	2,0	2,3
Indice des prix à la consommation	2,2	2,3	2,2	1,8	2,2

Nouvelle-Écosse - Le vent dans les voiles

L'économie de la Nouvelle-Écosse poursuit sur sa lancée après cinq années consécutives de croissance. Les éléments qui ont stimulé l'économie sont toujours à l'œuvre en 2019, mais la diminution des dépenses en immobilisations modérera la croissance.

L'économie de la Nouvelle-Écosse a terminé 2018 de belle façon, la croissance s'établissant à 1,2 %, tout près du résultat de 1,5 % enregistré en 2017. L'expansion s'est appuyée sur un afflux d'immigrants en provenance des autres provinces et de l'étranger. L'accroissement de la population a atteint un sommet de 34 ans. Ce facteur, conjugué à la vigueur du marché du travail, a stimulé la demande de logements. Une partie de l'essor observé au cours des dernières années se poursuivra en 2019 ; toutefois, la croissance sera ralentie par un repli des investissements des entreprises cette année. Nous prévoyons une expansion de l'économie provinciale de l'ordre de 0,9 % en 2019 et en 2020.

Le marché du travail a connu un départ vigoureux en 2019. L'emploi a bondi de 2,3 % au cours des quatre premiers mois de l'année. Même si les données mensuelles sur le marché du travail sont connues pour leur volatilité, ce gain est remarquable pour une province qui n'a pas enregistré une telle hausse annualisée depuis 2004. La croissance a été relativement généralisée, puisque dix des 16 secteurs ont pris de l'expansion. L'emploi dans le secteur des biens a atteint son plus haut niveau en six ans au cours du mois de mars. De plus, le taux de chômage a fléchi d'un point de pourcentage pour s'établir à un niveau moyen de 6,6 % et a atteint un creux record de 6,2 % en mars. Cette fermeté s'est également répercutée sur les revenus du travail, le salaire hebdomadaire moyen ayant augmenté de 3,4 % et atteignant le rythme de croissance le plus élevé au pays depuis le début de 2019.

L'expansion démographique s'est poursuivie au rythme établi en 2018 et s'est établie à plus de 1 % pour la première fois depuis 1985. Cette progression, combinée au dynamisme du marché du travail, stimule la croissance des ventes au détail : celles-ci ont bondi de 2,6 % au premier trimestre, comparativement à seulement 0,3 % pour l'ensemble de 2018. L'augmentation est attribuable en grande partie à la composante des véhicules automobiles, qui a monté de 11 %.

Le volet extérieur de l'économie a aussi fait preuve de vigueur au premier trimestre de 2019, les exportations ayant crû de 6,4 %. Cette hausse est principalement due aux biens de consommation, aux produits de l'agriculture et de la pêche, et aux produits alimentaires intermédiaires. La progression a également été généralisée, puisque huit des 12 catégories d'exportations ont inscrit des gains. Dans un contexte de tensions commerciales, la province a déployé des efforts pour diversifier ses pays clients en lançant une stratégie de resserrement des liens entre la Nouvelle-Écosse et l'Europe. Les exportations vers la Chine ont augmenté de 31,5 % en 2018 et ont atteint un nouveau sommet, principalement grâce aux ventes de produits de la mer.

La Nouvelle-Écosse est la province où les intentions d'investissements non résidentiels ont baissé le plus fortement cette année. Celles-ci ont chuté de 6 %, minées surtout par une réduction des dépenses dans le secteur public (17,6 %), alors que les dépenses dans le secteur privé ont augmenté (3 %). Heureusement, les dépenses consacrées à la construction résidentielle ont crû de 11 % au premier trimestre. Le marché du logement connaît une activité fébrile, en particulier à Halifax. L'augmentation du nombre de mises en chantier devrait alléger les contraintes quant à l'offre de logements sur un marché où la croissance a entièrement été attribuable aux immeubles à logements multiples. Encore une fois, cette évolution constitue une bénédiction pour Halifax, dont le taux d'inoccupation des logements locatifs a chuté à un creux pluriannuel de 1,6 % en 2018.

Dépenses en immobilisations du secteur public en Nouvelle-Écosse

Données annuelles en milliards de \$



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Taux de chômage en Nouvelle-Écosse

Données désaisonnalisées, %



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Nouvelle-Écosse - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,5	1,5	1,2	0,9	0,9
PIB nominal	2,2	2,9	2,2	2,6	2,6
Nombre d'emplois	-0,4	0,6	1,5	1,9	0,6
Taux de chômage	8,3	8,4	7,6	7,1	7,2
Ventes au détail	4,7	7,8	0,3	2,2	3,0
Mises en chantier (milliers d'unités)	3,8	4,0	4,8	4,1	3,8
Indice des prix à la consommation	1,2	1,1	2,2	1,6	2,3

Île-du-Prince-Édouard - Une série de gains

Population en plein essor, marché du travail florissant, exportations en hausse constante et secteur manufacturier dynamique : manifestement, l'économie de l'Île-du-Prince-Édouard bénéficie encore de nombreux avantages en 2019.

L'économie de l'Île-du-Prince-Édouard continue de faire grande impression, ayant surpassé nos prévisions en 2018 grâce à une croissance de 2,5 %, la plus élevée au pays. Comme il s'agit d'une deuxième année consécutive de croissance supérieure à la moyenne nationale, on pourrait s'attendre à ce que ce rythme ralentisse en 2019. Pourtant, les indicateurs pour le premier trimestre de 2019 montrent que la croissance de la population est demeurée robuste, et que les ventes du secteur manufacturier et les exportations ont été solides. Nous avons donc relevé notre prévision d'augmentation du PIB de la province pour 2019, qui passe de 1,7 % à 2,2 %. Nous prévoyons un léger fléchissement de la croissance à 2,0 % en 2020.

La demande extérieure continue d'expliquer la majeure partie du dynamisme de la province. Les exportations ont augmenté de près de 10 % au premier trimestre, surtout en raison des importantes livraisons dans le secteur aérospatial. À notre avis, d'autres marchandises d'exportation pourraient avoir une incidence positive dans le courant de l'année, car l'amélioration des conditions météorologiques devrait renverser la récente baisse des exportations des produits de l'agriculture et de la pêche et des produits alimentaires intermédiaires.

La vigueur de l'immigration a stimulé la croissance de la population insulaire, qui a surpassé en pourcentage celle de toutes les autres provinces au cours des deux dernières années. Cette tendance se poursuit, car la hausse de la population de la province a été de 2,1 % au premier trimestre de 2019 et reste la plus élevée au pays. La vague d'immigrants contribue à répondre aux besoins grandissants des employeurs, qu'illustre le taux de postes vacants à l'Île-du-Prince-Édouard, le deuxième en importance au Canada à la fin de l'an dernier. L'emploi a augmenté de 1,4 % au cours des quatre premiers mois de 2019, et tous les postes créés étaient des emplois à temps plein. De plus, le taux de chômage recule constamment et s'établit actuellement à 9,2 %, soit le niveau le plus bas depuis 1976 ! Compte tenu du resserrement du marché du travail et du grand nombre de postes vacants, les conditions sont réunies pour une accélération de la croissance des salaires à la suite d'une période de gains inférieurs à la moyenne au cours des derniers mois.

L'amélioration du contexte démographique et du marché du travail est favorable aux dépenses de consommation, qui ont continué de croître en 2019. Les ventes au détail ont augmenté de 2,4 % au premier trimestre, portées par un bond impressionnant de 24 % des ventes de véhicules neufs. L'Île-du-Prince-Édouard se démarque ainsi des autres provinces canadiennes.

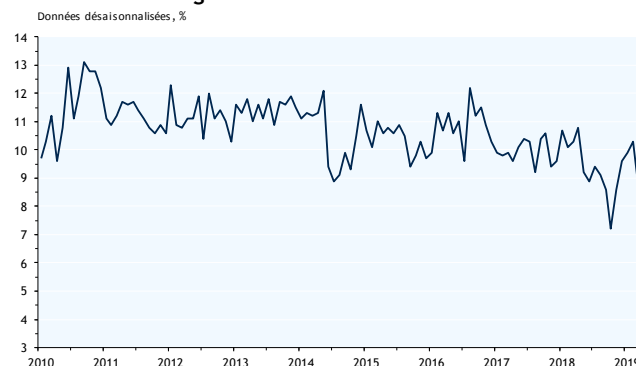
Grâce à cette conjoncture économique saine, la province présente une très bonne situation budgétaire. Le budget 2019 n'a pas encore été déposé en raison des élections provinciales, mais la plus récente mise à jour budgétaire a fait état d'un excédent de 13,8 millions de dollars, qui est neuf fois plus élevé que prévu (1,5 million de dollars). Dans un contexte où l'économie devrait connaître une autre bonne année, tout semble indiquer que la province conservera une bonne santé budgétaire en 2019.

Croissance de la population à l'Île-du-Prince-Édouard



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Taux de chômage en l'Île-du-Prince-Édouard



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Île-du-Prince-Édouard - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,8	3,5	2,5	2,2	2,0
PIB nominal	4,5	4,8	3,3	4,2	4,0
Nombre d'emplois	-2,2	3,1	3,0	1,8	1,2
Taux de chômage	10,8	9,8	9,4	8,9	8,6
Ventes au détail	7,3	6,3	2,9	3,5	3,2
Mises en chantier (milliers d'unités)	0,6	0,9	1,1	0,7	0,8
Indice des prix à la consommation	1,2	1,8	2,3	1,0	2,3

Terre-Neuve-et-Labrador - Un début d'année prometteur laisse entrevoir un retour à la croissance en 2019

Seule province à avoir subi une contraction en 2018 à cause d'une chute des dépenses d'investissement ; les perspectives sont plus favorables pour 2019 grâce aux occasions de croissance offertes par deux grands projets.

En 2018, l'achèvement de grands projets combiné à une baisse de la production minière a entraîné une forte contraction (de 2,7 %) de l'économie de Terre-Neuve-et-Labrador. Heureusement, l'année 2019 donne déjà des signes de reprise : la production de pétrole augmente et le marché du travail reprend de la vigueur. Nous prévoyons que la croissance économique de la province atteindra 2,6 % en 2019 avant de retomber à 0,2 % en 2020.

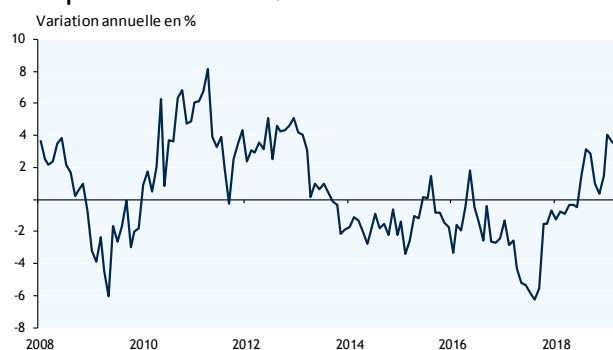
Le secteur des ressources, qui a connu des hauts et des bas au cours des dernières années, devrait générer des retombées positives cette année. Au premier trimestre de 2019, la production de pétrole a grimpé de 4,3 %, alors que la plateforme Hebron se rapproche progressivement de sa pleine capacité (150 000 barils par jour). Les produits énergétiques expliquent aussi la croissance des exportations, qui s'est établie à 9,3 % au premier trimestre. Dans le secteur des mines, les expéditions devraient augmenter par rapport à l'année dernière, au cours de laquelle une grève à la Compagnie Minière IOC a amoindri la production de la province. Parallèlement, les investissements augmenteront de 12 % dans les secteurs des mines, de l'exploitation de carrières, et de l'extraction de pétrole et de gaz, notamment en raison de l'expansion de la mine de nickel Vale de Voisey's Bay et du projet de plateforme pétrolière extracôtière West White Rose.

Par contre, l'achèvement de la construction à la centrale de Muskrat Falls (terminée à 96 % à la fin de 2018) aura une incidence considérable sur les investissements totaux réalisés dans la province, qui devraient baisser pour une quatrième année consécutive en 2019.

Le marché du travail a créé la surprise en commençant l'année sur une excellente note. Par rapport à la même période l'an dernier, l'emploi a crû de plus de 3 %, les postes à temps plein représentant la majeure partie de ce gain. Le taux de chômage recule ; en janvier, il a atteint son niveau le plus bas en quatre ans (11,3 %). Nous prévoyons que pour la deuxième fois de son histoire seulement, Terre-Neuve-et-Labrador enregistrera un taux de chômage annuel inférieur à 12 % en 2019. Jusqu'à présent, ces progrès n'ont pas eu d'effet majeur sur les dépenses de consommation, mais nous estimons qu'elles s'accroîtront légèrement à l'avenir. Terre-Neuve-et-Labrador continue de pâtir d'une situation démographique défavorable. Elle est la seule province où la population diminue. Ce déclin s'explique essentiellement par une forte émigration vers d'autres provinces et une faible immigration relativement aux autres régions du Canada.

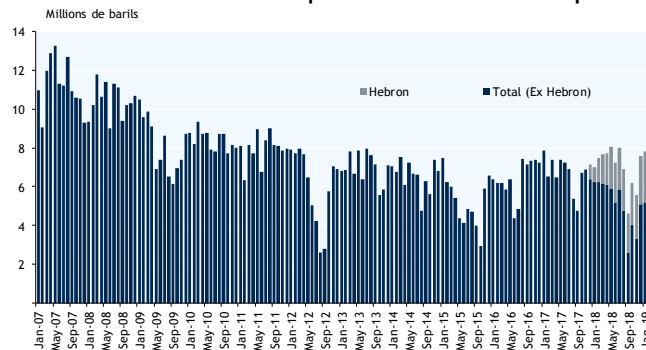
En vertu de la nouvelle version de l'Accord atlantique, le gouvernement fédéral a effectué un transfert ponctuel inattendu de 2,5 milliards de dollars pour l'exercice en cours. Grâce à cet apport, le gouvernement provincial a projeté un excédent de 1,9 milliard de dollars dans son budget 2019-2020 et repoussé d'un an les réductions des dépenses de programmes annoncées précédemment. Cependant, les restrictions seront de retour pour les trois dernières années du plan budgétaire.

Emploi total à Terre-Neuve-et Labrador



Sources : Statistique Canada, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador : production mensuelle de pétrole



Source : C-NLOPB, Recherche économique RBC

Terre-Neuve-et-Labrador - prévisions en bref

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,8	0,9	-2,7	2,6	0,2
PIB nominal	1,8	4,3	2,9	4,2	2,0
Nombre d'emplois	-1,5	-3,7	0,5	1,5	-0,6
Taux de chômage	13,4	14,8	13,8	12,1	12,5
Ventes au détail	0,4	2,4	-2,3	3,9	3,6
Mises en chantier (milliers d'unités)	1,4	1,4	1,1	0,8	1,4
Indice des prix à la consommation	2,7	2,4	1,7	1,2	2,2

annoncées précédemment. Cependant, les restrictions

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

	PIB réel				PIB nominal				Emploi				Taux de chômage				Mises en chantier				Ventes au détail				IPC			
	17	18P	19P	20P	17	18P	19P	20P	17	18	19P	20P	17	18	19P	20P	17	18	19P	20P	17	18	19P	20P	17	18	19P	20P
T.,-N, & L,	0,9	-2,7	2,6	0,2	4,3	2,9	4,2	2,0	-3,7	0,5	1,5	-0,6	14,8	13,8	12,1	12,5	1,4	1,1	0,8	1,4	2,4	-2,3	3,9	3,6	2,4	1,7	1,2	2,2
Î.,-P,-É,	3,5	2,5	2,2	2,0	4,8	3,3	4,2	4,0	3,1	3,0	1,8	1,2	9,8	9,4	8,9	8,6	0,9	1,1	0,7	0,8	6,3	2,9	3,5	3,2	1,8	2,3	1,0	2,3
N,-É,	1,5	1,2	0,9	0,9	2,9	2,2	2,6	2,6	0,6	1,5	1,9	0,6	8,4	7,6	7,1	7,2	4,0	4,8	4,1	3,8	7,8	0,3	2,2	3,0	1,1	2,2	1,6	2,3
N,-B,	1,8	0,2	0,8	0,9	4,3	1,2	2,1	2,4	0,4	0,3	0,7	0,3	8,1	8,0	7,9	7,5	2,3	2,3	2,0	2,3	6,8	1,7	3,9	3,7	2,3	2,2	1,8	2,2
QUÉ,	2,8	2,4	2,0	1,6	5,0	4,5	3,8	3,4	2,2	0,9	1,6	0,7	6,1	5,5	5,3	5,6	46,5	46,9	48,5	43,5	5,5	2,9	2,9	3,4	1,1	1,7	1,9	2,1
ONT,	2,8	2,2	1,4	1,6	4,1	3,4	3,4	3,5	1,8	1,6	2,2	0,7	6,0	5,6	5,9	6,0	79,1	78,7	73,1	71,0	7,7	4,4	2,3	3,5	1,7	2,4	1,9	2,1
MAN,	3,2	1,3	1,5	1,6	5,4	2,7	2,3	3,8	1,7	0,6	1,5	0,6	5,4	6,0	5,3	5,7	7,5	7,4	6,0	5,5	7,8	2,9	1,6	2,9	1,6	2,5	2,1	2,2
SASK,	2,2	1,4	1,1	2,2	4,8	4,2	2,6	4,9	-0,2	0,4	1,4	0,6	6,3	6,1	5,6	5,6	4,9	3,6	2,8	5,0	4,1	-0,3	1,8	3,3	1,7	2,3	1,9	2,6
ALB,	4,4	2,1	0,6	2,4	10,0	4,4	0,6	5,5	1,0	1,9	0,9	1,1	7,8	6,6	6,8	6,4	29,5	26,1	24,4	26,5	7,1	2,0	3,5	3,9	1,5	2,5	1,9	1,9
C,-B,	3,8	2,3	2,4	2,5	6,9	4,6	4,5	4,7	3,7	1,1	2,5	0,7	5,1	4,7	4,9	5,0	43,7	40,9	39,8	35,0	9,3	2,0	3,0	3,5	2,1	2,7	2,2	1,8
CANADA	3,0	1,9	1,4	1,8	5,6	3,6	3,2	4,0	1,9	1,3	1,9	0,7	6,3	5,8	5,9	6,0	220	213	202	195	7,1	2,9	2,7	3,5	1,6	2,3	1,9	2,1

Tableau comparatif

2017, sauf indication contraire

	CAN.	T.-N.&L.	Î.-P.-É.	N.-É.	N.-B.	QUÉ.	ONT.	MAN.	SASK.	ALB.	C.-B.
Population (milliers)	37 059	525	153	960	771	8 390	14 323	1 352	1 162	4 307	4 992
Produit intérieur brut (milliards \$)	2 137,5	33,1	6,7	42,7	36,1	417,2	825,8	71,0	79,5	331,9	282,2
PIB réel (en milliards de \$ 2012)	2 016,4	3,4	0,6	3,9	3,3	38,3	76,1	6,7	8,6	33,7	25,7
Part des provinces dans le PIB canadien (%)	100,0	1,6	0,3	2,0	1,7	19,6	39,1	3,3	3,7	14,9	13,0
Croissance PIB réel (TAC, 2012-17, %)	2,0	1,1	1,7	0,8	0,7	1,6	2,3	2,2	1,9	1,5	3,0
PIB réel par habitant (\$ 2012)	55 184	63 967	40 241	41 508	42 924	46 175	54 103	49 870	74 329	79 353	52 188
Croissance PIB réel par habitant (TAC, 2013-18, %)	0,8	-0,4	0,6	0,7	0,5	1,1	1,2	0,5	-0,2	-0,8	1,5
Revenu personnel disponible par habitant (\$)	32 300	31 996	28 997	28 978	29 261	28 785	32 645	29 603	32 973	36 705	34 976
Croissance de l'emploi (TAC, 2013-18, %)	1,1	-1,5	0,5	0,1	0,0	1,0	1,2	0,7	0,2	0,9	1,9
Taux d'emploi (avr. 2019, %)	62,1	51,9	60,9	57,7	56,5	61,7	61,4	63,2	65,3	66,9	62,8
Indice d'inconfort (inflation + chômage, avr. 2019)	7,7	13,2	9,8	8,2	9,7	6,7	7,9	7,5	7,7	8,9	7,3
Production manufacturière (% du PIB, 2017)	10,4	4,6	10,5	7,6	11,0	14,0	12,2	9,7	6,1	8,3	7,1
Dépenses individ. des biens et services (% du PIB)	56,4	51,3	67,7	71,4	64,8	58,3	57,4	57,2	47,4	46,5	63,7
Exportations (% du PIB)	31,0	33,8	24,1	17,1	38,9	28,1	34,5	23,8	39,5	32,8	23,8

Source: Statistique Canada, RBC Recherche économique

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Colombie-Britannique

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	2,5	2,2	3,7	2,1	3,2	3,8	2,3	2,4	2,5
PIB nominal	2,1	3,4	5,7	2,9	6,0	6,9	4,6	4,5	4,7
Nombre d'emplois	1,6	0,1	0,6	1,2	3,2	3,7	1,1	2,5	0,7
Taux de chômage	6,8	6,6	6,1	6,2	6,0	5,1	4,7	4,9	5,0
Ventes au détail	1,9	2,8	6,3	7,0	7,7	9,3	2,0	3,0	3,5
Mises en chantier (milliers d'unités)	27,5	27,1	28,4	31,4	41,8	43,7	40,9	39,8	35,0
Indice des prix à la consommation	1,1	-0,1	1,0	1,1	1,9	2,1	2,7	2,2	1,8

Alberta

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	3,9	5,7	5,9	-3,7	-4,2	4,4	2,1	0,6	2,4
PIB nominal	4,3	9,6	10,0	-14,0	-6,8	10,0	4,4	0,6	5,5
Nombre d'emplois	3,5	2,5	2,2	1,2	-1,6	1,0	1,9	0,9	1,1
Taux de chômage	4,6	4,6	4,7	6,0	8,1	7,8	6,6	6,8	6,4
Ventes au détail	6,9	7,2	7,9	-4,0	-1,1	7,1	2,0	3,5	3,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	33,4	36,	40,6	37,3	24,5	29,5	26,1	24,4	26,5
Indice des prix à la consommation	1,1	1,4	2,6	1,2	1,1	1,5	2,5	1,9	1,9

Saskatchewan

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,7	6,5	2,0	-0,9	-0,4	2,2	1,4	1,1	2,2
PIB nominal	4,2	6,7	-0,4	-3,9	-4,8	4,8	4,2	2,6	4,9
Nombre d'emplois	2,4	3,1	1,0	0,5	-0,9	-0,2	0,4	1,4	0,6
Taux de chômage	4,7	4,1	3,8	5,0	6,3	6,3	6,1	5,6	5,6
Ventes au détail	7,3	5,2	4,7	-3,3	1,5	4,1	-0,3	1,8	3,3
Mises en chantier (milliers d'unités)	10,0	8,3	8,3	5,1	4,8	4,9	3,6	2,8	5,0
Indice des prix à la consommation	1,6	1,4	2,4	1,6	1,1	1,7	2,3	1,9	2,6

Manitoba

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	3,0	2,9	2,1	1,2	1,6	3,2	1,3	1,5	1,6
PIB nominal	6,4	4,2	3,1	2,6	2,3	5,4	2,7	2,3	3,8
Nombre d'emplois	1,6	0,7	0,1	1,6	-0,4	1,7	0,6	1,5	0,6
Taux de chômage	5,3	5,4	5,4	5,6	6,1	5,4	6,0	5,3	5,7
Ventes au détail	1,0	3,8	4,2	1,3	3,7	7,8	2,9	1,6	2,9
Mises en chantier (milliers d'unités)	7,2	7,5	6,2	5,5	5,3	7,5	7,4	6,0	5,5
Indice des prix à la consommation	1,6	2,3	1,8	1,2	1,3	1,6	2,5	2,1	2,2

Ontario

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,3	1,4	2,5	2,5	2,3	2,8	2,2	1,4	1,6
PIB nominal	3,1	2,2	4,4	4,6	4,4	4,1	3,4	3,4	3,5
Nombre d'emplois	0,7	1,8	0,8	0,7	1,1	1,8	1,6	2,2	0,7
Taux de chômage	7,9	7,6	7,3	6,8	6,5	6,0	5,6	5,9	6,0
Ventes au détail	1,6	2,7	5,7	5,3	6,9	7,7	4,4	2,3	3,5
Mises en chantier (milliers d'unités)	76,7	61,1	59,1	70,2	75,	79,1	78,7	73,1	71,0
Indice des prix à la consommation	1,4	1,1	2,3	1,2	1,8	1,7	2,4	1,9	2,1

Prévisions détaillées

Variation annuelle en % sauf indication contraire

Québec

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,0	1,3	1,6	0,9	1,4	2,8	2,4	2,0	1,6
PIB nominal	2,7	3,0	3,0	2,9	2,8	5,0	4,5	3,8	3,4
Nombre d'emplois	0,8	1,4	0,0	0,9	0,9	2,2	0,9	1,6	0,7
Taux de chômage	7,7	7,6	7,7	7,6	7,1	6,1	5,5	5,3	5,6
Ventes au détail	1,2	3,0	2,6	1,9	6,6	5,5	2,9	2,9	3,4
Mises en chantier (milliers d'unités)	47,4	37,8	38,8	37,9	38,9	46,5	46,9	48,5	43,5
Indice des prix à la consommation	2,1	0,8	1,4	1,1	0,7	1,1	1,7	1,9	2,1

Nouveau-Brunswick

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-1,1	-0,3	0,1	0,7	1,4	1,8	0,2	0,8	0,9
PIB nominal	0,7	0,3	1,8	3,1	3,6	4,3	1,2	2,1	2,4
Nombre d'emplois	-0,7	0,4	-0,2	-0,6	-0,1	0,4	0,3	0,7	0,3
Taux de chômage	10,2	10,3	10,0	9,8	9,6	8,1	8,0	7,9	7,5
Ventes au détail	-0,9	0,7	3,7	2,2	2,1	6,8	1,7	3,9	3,7
Mises en chantier (milliers d'unités)	3,3	2,8	2,3	2,0	1,8	2,3	2,3	2,0	2,3
Indice des prix à la consommation	1,7	0,8	1,5	0,5	2,2	2,3	2,2	1,8	2,2

Nouvelle-Écosse

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-1,0	-0,4	1,0	0,7	1,5	1,5	1,2	0,9	0,9
PIB nominal	0,5	2,1	2,9	2,2	2,2	2,9	2,2	2,6	2,6
Nombre d'emplois	1,0	-1,1	-1,1	0,1	-0,4	0,6	1,5	1,9	0,6
Taux de chômage	9,1	9,1	8,9	8,6	8,3	8,4	7,6	7,1	7,2
Ventes au détail	0,9	3,2	2,8	0,2	4,7	7,8	0,3	2,2	3,0
Mises en chantier (milliers d'unités)	4,5	3,9	3,1	3,8	3,8	4,0	4,8	4,1	3,8
Indice des prix à la consommation	1,9	1,2	1,7	0,4	1,2	1,1	2,2	1,6	2,3

Île-du-Prince-Édouard

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	1,0	1,8	0,2	1,3	1,8	3,5	2,5	2,2	2,0
PIB nominal	2,7	3,2	1,7	3,9	4,5	4,8	3,3	4,2	4,0
Nombre d'emplois	1,7	1,4	-0,1	-1,2	-2,2	3,1	3,0	1,8	1,2
Taux de chômage	11,1	11,5	10,6	10,5	10,8	9,8	9,4	8,9	8,6
Ventes au détail	3,0	0,9	3,5	2,6	7,3	6,3	2,9	3,5	3,2
Mises en chantier (milliers d'unités)	0,9	0,6	0,5	0,6	0,6	0,9	1,1	0,7	0,8
Indice des prix à la consommation	2,0	2,0	1,6	-0,6	1,2	1,8	2,3	1,0	2,3

Terre-Neuve-et-Labrador

	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018P	2019P	2020P
PIB réel	-4,4	5,3	-1,2	-1,2	1,8	0,9	-2,7	2,6	0,2
PIB nominal	-4,5	7,6	-0,5	-9,2	1,8	4,3	2,9	4,2	2,0
Nombre d'emplois	3,8	0,8	-1,7	-1,0	-1,5	-3,7	0,5	1,5	-0,6
Taux de chômage	12,3	11,6	11,9	12,8	13,4	14,8	13,8	12,1	12,5
Ventes au détail	4,3	5,2	3,7	0,7	0,4	2,4	-2,3	3,9	3,6
Mises en chantier (milliers d'unités)	3,9	2,9	2,1	1,7	1,4	1,4	1,1	0,8	1,4
Indice des prix à la consommation	2,1	1,7	1,9	0,4	2,7	2,4	1,7	1,2	2,2